

15/05/23



A l'appel de 260 organisations syndicales, associatives et politiques, 3000 personnes se sont rassemblées à Lure les 12, 13 et 14 mai 2023 pour donner un nouvel élan à nos services publics.

Ces journées ont permis de débattre des alternatives aux politiques actuelles de destruction systématique des services publics.

Le Service Public c'est l'égalité, l'émancipation, le meilleur service rendu à toutes et tous. La fonction publique et son statut permettent cela et y participent. Ils sont vecteurs d'efficacité sociale, économique, environnementale et de création d'emplois. Ils doivent être accessibles à toutes et à tous.

Constatant la nécessité d'un véritable changement de cap, suite à nos ateliers de travail, des propositions concrètes sont avancées.

Nous travaillons à l'élaboration de mesures contraignantes permettant un fonctionnement démocratique des services publics avec la reconnaissance d'un véritable droit d'intervention dans la gestion des services publics des citoyens-usagers et des personnels.

Face aux difficultés de la vie de tous les jours, au chômage et à l'urgence climatique, les besoins vitaux notamment l'alimentation, l'eau, l'énergie et le logement doivent être garantis par une évolution et une extension du Service Public.

Pour l'alimentation son niveau de qualité et d'accessibilité pour toutes et tous doit être garanti en permettant aux agriculteurs faisant le choix du conventionnement de vivre décemment.

Pour l'Eau la gestion en régie publique est indispensable d'autant plus que la ressource de l'eau se fait de plus en plus rare,

Pour l'énergie, afin de répondre aux besoins, de ne plus avoir 12 millions de précaires énergétique, il est indispensable de rompre avec le marché spéculatif énergétique, d'avoir un vrai service public de l'énergie gérant un mix énergétique pour planifier et répondre aux besoins sociaux, environnementaux, reconstruire l'industrie, maîtriser le prix de l'énergie, développer la recherche-étude-développement. Le prix doit correspondre au coût, stable depuis 30 ans, de production, de transport, de distribution. Le marché européen de l'énergie n'empêche pas la France de faire ce choix.

Pour le logement il faut garantir à toutes et à tous un logement décent stable, abordable accessible et respectueux du climat, pour un droit au logement universel, inconditionnel et protecteur.

Nous réaffirmons qu'en France, le niveau de la dette publique n'est pas un problème : les deux questions posées sont les conditions dans lesquelles elle est contractée et son utilisation.

15/05/23

Avec des organisations d'autres pays d'Europe, nous tiendrons une réunion avant la fin de l'année pour discuter des politiques et des batailles à mener afin de maintenir et développer les services publics au plan national et européen, sortir du dogme du « tout concurrence », de l'austérité et débattre de moyens de financement étendus pour les services publics.

L'enjeu des services publics doit être débattu à l'occasion des élections européennes de 2024. Nous allons travailler en commun à interpeler les listes et sensibiliser les opinions publiques sur celui-ci.

Face aux attaques répétées contre la Sécurité Sociale et à la nécessité de répondre aux besoins de santé et de protection sociale, nous appelons à poursuivre la mobilisation sur les retraites notamment le 6 juin 2023 et à travailler à une mobilisation large en vue du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2024. Nous voulons le retour aux principes fondateurs de la Sécurité Sociale : unicité, solidarité, démocratie, cotisation.

Nous décidons de mener campagne ;

- pour des garanties statutaires et de bonnes conditions de travail des fonctionnaires et agents publics, au service de l'intérêt général ;
- pour une présence des personnels en nombre suffisant auprès des usagers dans les services publics de proximité ;
- pour que la dématérialisation devienne un vrai choix et ne soit pas utilisée pour supprimer des fonctionnaires ;
- pour combattre le processus d'ouverture à la concurrence et le démantèlement des services publics, dont celui des transports cruellement d'actualité ;
- pour travailler à une fiscalité plus juste et davantage progressive.

Nous lutterons pour satisfaire les besoins du réseau ferroviaire :

- urgence d'investissement pour la régénération et l'électrification des voies
- association des usagers, personnels et élus dans l'élaboration de l'offre de mobilité en l'articulant avec les autres modes de transport.

Nous poursuivons une réflexion sur la gratuité ou la progressivité tarifaire selon les services publics en tenant compte des expériences menées.

Dans le prolongement de l'initiative de Lure nous proposons de travailler à une journée de mobilisation dans un maximum de localités en faveur des services publics.

Comme nous avons réussi à gagner une large majorité de la population contre la réforme des retraites, gagnons la bataille de reconquête des services publics et de la sécurité sociale.